

dix jugent que chacune de ces mesures serait une bonne chose, l'approbation dépassant les clivages politiques.

- En revanche, les Français se montrent **très partagés sur la question de l'exploitation des gaz de schiste et de la réduction du coût du travail**. Sur ce dernier sujet lié à la compétitivité des entreprises françaises, au cœur du débat sur la remise du « rapport Gallois » au gouvernement, on observe une **fracture nette entre les sympathisants de Droite**, qui se montrent majoritairement favorables à ces orientations, et les **sympathisants de Gauche**, qui portent un regard plus critique – y compris sur la proposition du gouvernement socialiste de Jean-Marc Ayrault.
- Ainsi, les Français partagent très largement (72%) un diagnostic de déficit de compétitivité des entreprises de l'Hexagone, mais ils se montrent extrêmement partagés sur les moyens proposés par les experts ou par le gouvernement pour y remédier. Cette défiance est sans doute liée au **sentiment que si la compétitivité des entreprises françaises s'améliore, cela n'entraînera pas pour autant une augmentation mécanique du pouvoir d'achat de tous les Français**.

Dans le détail :

Près de trois Français sur quatre estiment que les entreprises françaises ne sont pas compétitives aujourd'hui, ce diagnostic étant particulièrement partagé parmi les sympathisants de Droite, même s'il concerne également une majorité des sympathisants de Gauche

Selon 72% des personnes interrogées, les entreprises françaises ne sont **pas compétitives aujourd'hui** par rapport aux entreprises issues d'autres pays. Seuls un quart des Français (26%) juge les entreprises hexagonales compétitives par rapport aux entreprises étrangères. Plus précisément, seuls 3% des Français jugent les entreprises françaises « tout à fait » compétitives, pour 23% les jugeant « plutôt » compétitives. A l'inverse, 17% des personnes interrogées affirment que les entreprises françaises ne sont « pas du tout compétitives », quand 55% adoptent une position plus nuancée (« plutôt pas »).

Ce diagnostic d'un déficit de compétitivité des entreprises françaises est particulièrement partagé par les **sympathisants de Droite** (84%) et du Front National (84%), même s'il concerne également une **majorité des sympathisants de Gauche** (61%). Sur ce point, le constat est partagé par les Français quel que soit leur catégorie sociale. Notons que les personnes âgées de 18 à 24 ans sont légèrement plus nombreuses que la moyenne à juger les entreprises françaises compétitives : un tiers d'entre elles (34%) partagent ce jugement.

Environ neuf personnes sur dix déclarent avoir entendu parler du « rapport Gallois », dont les Français estiment que ses mesures permettraient d'améliorer la compétitivité des entreprises voire de réduire le chômage, mais pas d'améliorer le pouvoir d'achat ni de réduire les inégalités sociales

88% des Français déclarent avoir au moins **entendu parler du « rapport Gallois »**, présenté ce lundi 5 novembre au gouvernement, dont 60% estiment même savoir précisément ce dont il s'agit, pour 28% indiquant ne pas en avoir une idée précise. Seuls 10% des Français témoignent ne pas avoir entendu parler de ce rapport. Rappelons ici que l'enquête a été réalisée après l'intervention télévisée de Jean-Marc Ayrault au journal télévisé de TF1, mardi 6 novembre, ce qui a pu contribuer à accroître la **notoriété de ce rapport**. Celle-ci est particulièrement élevée parmi les **catégories supérieures** (96% en ayant entendu parler, dont 68% indiquant en avoir une idée précise) et les sympathisants de Droite (94% entendu parler, dont 76% indiquant en avoir une idée précise).

Si, aux yeux des personnes en ayant entendu parler, toutes les propositions contenues dans ce rapport venaient à être appliquées, une nette majorité de Français juge que cela permettrait de **rendre les entreprises françaises plus compétitives** (77% anticipent cette conséquence) et de **faire baisser le chômage** en France (57%). Notons que si ces deux conséquences sont anticipées par une majorité absolue de Français, leurs réponses sont néanmoins **nuancées**, puisque la plupart d'entre eux déclarent que cela serait « probablement » le cas (respectivement 54% et 46% « probablement », contre 23% et 11% « certainement »).

Dans le détail, ces deux améliorations sembleraient *a minima* probables aux yeux d'une majorité dans la plupart des catégories de population, **les sympathisants de Droite se montrant plus optimistes** en la matière que les sympathisants de Gauche : une amélioration de la compétitivité des entreprises et de la situation de l'emploi serait attendue par respectivement 84% et 71% des sympathisants de Droite, pour 79% et 55% des sympathisants de Gauche. Soulignons néanmoins que les personnes situées **aux extrêmes de l'échiquier politique**, qu'il s'agisse des sympathisants d'extrême-Gauche ou du Front National, estiment majoritairement que la réduction du chômage ne se produirait probablement, voire certainement pas (respectivement 65% et 57%, ainsi que 65% parmi les sympathisants du Front de Gauche).

En revanche, si toutes les mesures du rapport Gallois étaient mises en œuvre, les Français estiment que **cela ne permettrait pas de faire progresser le pouvoir d'achat** des Français (44% « probablement pas » et 19% « certainement pas »), et encore moins de **réduire les inégalités sociales** (50% « probablement pas » et 21% « certainement pas »). On observe ainsi que les Français ne semblent pas établir de **corrélations** entre des améliorations **macroéconomiques** sur la compétitivité ou le chômage et l'élément **plus concret et individuel** que constituerait une progression du pouvoir d'achat.

A nouveau, on observe que **les sympathisants de Droite sont plus nombreux à anticiper ces conséquences positives** que les sympathisants de Gauche, mais sans pour autant constituer une majorité absolue (respectivement 47% et 39% à Droite, pour 27% et 18% à Gauche). Les sympathisants d'extrême-Gauche et du Front de Gauche se montrent encore les plus critiques, tandis que les sympathisants du Front National portent un regard comparable à celui observé pour la moyenne de la population.

Les Français portent un regard très majoritairement positif sur les propositions du rapport Gallois ayant trait à l'éducation et à la formation, ainsi qu'à la représentation des salariés, mais ils se montrent très partagés sur la question de l'exploitation des gaz de schiste et de la réduction du coût du travail

Plus précisément, les Français portent un **regard très largement positif** sur les propositions concrètes du rapport Gallois **ayant trait à l'éducation et à la formation**. En ce qui concerne la formation, une nette majorité de Français considère comme une bonne chose de « doubler le nombre de formations en alternance au cours du quinquennat » (85%, dont 26% le qualifiant même de « très bonne chose ») et de « demander aux partenaires sociaux de négocier les modalités de mise en œuvre d'un compte individuel de formation » (83%, dont 20% « très bonne chose »). Plus de huit Français sur dix estiment également que ce serait une bonne chose d'« introduire des **représentants des salariés** dans les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises de plus de 5 000 salariés » (82%, dont 31% « très bonne chose »). **Ces propositions dépassent les clivages politiques**, puisqu'elles sont approuvées par plus de huit personnes sur dix aussi bien parmi les sympathisants de Gauche que parmi les sympathisants de Droite.

En revanche, les Français se montrent **très partagés** en ce qui concerne une autre proposition du rapport Gallois – non reprise à son compte par le gouvernement – ayant trait à l'exploitation du gaz de schiste. Si le rapport encourage à « mener des **recherches sur l'exploitation du gaz de schiste** », seuls 49% des Français affirment y être favorables, contre 47% indiquant y être opposés – quand bien même il s'agit là seulement d'une démarche exploratoire de recherche, et non d'une mise en œuvre opérationnelle. On observe donc une réelle **méfiance des Français** sur ce sujet que l'on sait sensible, particulièrement parmi les sympathisants de Gauche (57% jugent qu'il s'agirait d'une mauvaise chose), et tout spécialement parmi les **sympathisants écologistes** (77% mauvaise chose, dont 16% « très mauvaise chose »). En revanche, les sympathisants de Droite portent un regard majoritairement positif sur cette éventualité (66% « bonne chose »).

Enfin, les Français sont également **très partagés** en ce qui concerne les différentes mesures envisagées pour **réduire le coût du travail**. La proposition du rapport Gallois, qui consistait en un **allègement de charges sociales de l'ordre de 30 milliards d'euros**, compensée par une augmentation de la CSG et de la TVA sur certains produits à taux réduits, n'est perçue comme une bonne chose que par 46% des Français, contre 51% estimant au contraire qu'il s'agirait d'une mauvaise chose.

La proposition du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, qui s'oriente vers un **crédit d'impôts aux entreprises de 20 milliards d'euros** financé par une baisse des dépenses publiques, une hausse de la TVA et la création d'une

taxe écologique, est **mieux perçue** par les Français : 53% estiment qu'il s'agirait d'une chose, contre 44% jugeant que cela serait une mauvaise chose.

Plus précisément, si les propositions du rapport Gallois en matière d'éducation et de formation dépassaient les clivages politiques, **la question du coût du travail ravive une ligne de fracture traditionnelle entre Gauche et Droite** : les sympathisants de Droite se montrent très majoritairement favorables à la proposition du rapport Gallois (58% jugent qu'il s'agirait d'une « bonne chose ») et – paradoxalement – plus favorables encore au dispositif annoncé par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault (62% « bonne chose »), dont ils ne partagent pourtant pas les opinions politiques. A l'inverse, les **sympathisants de Gauche** ne sont qu'une courte majorité (52%) à approuver la proposition du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, principalement du fait des sympathisants socialistes (59%), car les sympathisants du Front de Gauche s'y déclarent majoritairement opposés (72% « mauvaise chose », contre seulement 25% « bonne chose ») – la proposition du rapport Gallois étant perçue de façon plus sévère encore par toutes les catégories de population. Notons également que les **sympathisants du Front National se montrent plutôt opposés aux différentes propositions pour réduire le coût du travail**, signe de l'évolution du socle de soutien à ce parti, qui a longtemps revendiqué un rôle de défenseur des petits artisans et commerçants – pour qui le coût du travail constitue un enjeu souvent mobilisé.

Ainsi, les Français partagent très largement (72%) un diagnostic de déficit de compétitivité des entreprises de l'Hexagone, mais ils se montrent extrêmement partagés sur les moyens proposés par les experts ou par le gouvernement pour y remédier. Cette défiance est sans doute liée au **sentiment que si la compétitivité des entreprises françaises s'améliore, cela n'entraînera pas pour autant une augmentation mécanique du pouvoir d'achat de tous les Français**.

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Opinion & Corporate - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr